

LE MONDE CHANGE : REVEILLONS-NOUS

Avec la montée des populismes, le BREXIT, l'élection de TRUMP, et de nombreuses échéances européennes délicates, le monde change fondamentalement. Il devient plus imprévisible et plus dangereux, institutionnellement et géopolitiquement.

Quelles données sous-tendent ce jugement péremptoire et quelles en sont les implications pour la Suisse, notamment dans ses relations avec l'UE ?

Les faits :

- TRUMP est le premier Président américain qui ne se fait pas le chantre de l'ordre établi sous l'égide américaine à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. Il s'en distancie même, sur plusieurs points. C'est un bouleversement fondamental.
- Au monde libre-échangiste de l'après-guerre se substitue progressivement un monde mercantiliste ¹, dans lequel les intérêts des grandes puissances reviennent sur le devant de la scène avec des relents souverainistes et protectionnistes. C'est vrai de la Chine et de la Russie mais, désormais aussi, des Etats-Unis avec le slogan « *America first* ». On veut réindustrialiser et créer des emplois en préconisant de taxer lourdement les importations chinoises et mexicaines, de baisser fortement la fiscalité des entreprises voire de politiser les investissements. C'est inquiétant.
- L'ordre commercial dont l'OMC était la colonne vertébrale se désagrège. L'OMC elle-même est à la peine depuis Doha. Les négociations des nouveaux grands accords commerciaux se font beaucoup à la marge de l'OMC. Quant à la portée de ces nouveaux accords, elle n'est plus mondiale mais régionale. Le TPP (mort-né) se voulait transpacifique tout en excluant la Chine ! Le TTIP, dénommé transatlantique, est en réalité un accord bilatéral entre les Etats-Unis et l'UE. Certes, les pays non-membres de l'UE pourront y adhérer mais sans avoir pu participer aux négociations. Enfin, à l'échelle globale, il y a prolifération d'accords régionaux et bilatéraux, assortis de normes divergentes entravant les échanges qui sont mondiaux.
- L'ordre monétaire, issu des accords de Bretton Woods de 1944, est en déliquescence. La volonté de coopération des Etats s'est altérée. Le flottement des monnaies s'est généralisé et les manipulations des taux de change se multiplient. Le FMI, gardien de cet Ordre, n'a plus l'autorité d'antan pour coordonner les politiques monétaires notamment sur la création des liquidités qui ont explosé ni pour agir dans les cas de dévaluations compétitives.

¹ Mercantiliste étant entendu dans le sens de la doctrine des économistes des XI^e et XII^e siècles, lesquels fondaient la richesse de l'Etat sur l'accumulation des réserves en or et en argent (Larousse).

- En matière de sécurité, l'automaticité du déclenchement du Traité de l'OTAN n'est plus indéfectiblement assurée suite à certaines déclarations de TRUMP, alors que croissent les dangers aux frontières de l'Europe : Russie, Turquie, Moyen-Orient, Afrique.
- En matière climatique, le Traité de Paris, déjà flou et insuffisamment ambitieux, risque d'être remis en question (au grand dam de la Chine !) suite à l'intention américaine d'exploiter intensivement les gaz de schiste.

* * *

Face à cette situation, quelles politiques et relations la Suisse veut-elle avoir avec l'UE ?

En voici les ingrédients :

- Dans ce contexte nouveau, plus qu'autrefois, la Suisse est isolée. Elle n'est membre d'aucun des grands ensembles géopolitiques participant aux délibérations sur les questions que j'ai évoquées.

L'UE est un de ces grands ensembles dans les domaines où les Etats membres ont délégué ou partagé leur souveraineté avec la Commission, comme c'est le cas dans le domaine commercial primordial pour nous. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de rester en prise avec l'UE, non seulement pour nos échanges bilatéraux mais aussi pour tout ce qui touche aux relations commerciales internationales.

- A vues humaines, l'UE restera notre principal partenaire quoi que nous fassions pour diversifier nos relations et nous profiler sur la scène internationale.

L'UE est aussi un partenaire fiable. A cet égard, elle se démarque des autres grandes puissances pour lesquelles nous sommes trop fréquemment considérés comme une proie taillable et corvéable à merci, à cause de notre taille économique et de notre isolement.

Au vu de ce constat, notre intérêt bien compris est d'entretenir et de développer avec l'UE des relations conviviales et de bon voisinage.

L'UE, de son côté, nous a aussi déjà donné des preuves qu'elle était sur la même longueur d'onde. Ainsi, après le rejet du vote sur l'EEE, quand la Suisse a fait état de son désir de coopérer bilatéralement avec l'UE, cette dernière, hésitante sur le principe, a néanmoins tout fait pour accommoder notre système démocratique compliqué pour permettre la mise en route de la voie bilatérale.

- Géopolitiquement, nous devons réaliser que les défis auxquels nous sommes confrontés sont identiques à ceux que l'UE affronte sur l'échiquier mondial.

Il y a donc bel et bien communauté de destin. C'est pourquoi nous avons intérêt à ce que l'UE, qui passe par une période très difficile, surmonte ses obstacles, poursuive sa construction et devienne un acteur mondial dans un plus grand nombre de domaines. Si nous nous sentons incapables de l'aider, faisons au moins en sorte de ne pas entraver son développement.

* * *

Deux conclusions :

- Encore plus que jadis, nous avons besoin de l'UE. Nous nous devons donc de maintenir et de développer des relations stables et conviviales avec elle. Cela est d'autant plus impératif que nos relations avec d'autres grands partenaires sont devenues plus aléatoires (élections américaines, BREXIT, ...) et que l'ordre institutionnel d'après-guerre se délite.
- Si mon analyse et les déductions que j'en tire sont correctes, je souhaiterais pouvoir être animé par la conviction qu'elles sont également partagées et prises en compte par nos Autorités dans la conduite de nos négociations avec l'UE !

Jean Zwahlen
a. Ambassadeur
a. Membre du Directoire de la BNS
Membre fondateur de l'ASE
(www.suisse-en-europe.ch)